



Assemblée générale

Distr. limitée
7 juillet 2007
Français
Original : anglais

Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'assistance et le soutien aux victimes d'exploitation et de violence sexuelle

New York, 3 août 2007

Projet de rapport

I. Introduction

1. Dans sa résolution 61/291, l'Assemblée générale, sur recommandation de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), a fait siennes les propositions, recommandations et conclusions contenues dans le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/61/19, Part II). Au paragraphe 71 du rapport, le Comité spécial a invité le Président de l'Assemblée générale à constituer, à une date aussi rapprochée que possible au cours de la soixante et unième session de l'Assemblée générale et en collaboration avec tous les États Membres, un groupe de travail spécial à composition non limitée chargé de l'assistance et du soutien aux victimes d'actes d'exploitation et de violence sexuelles, et d'examiner le projet de déclaration de principe et le projet de stratégie globale de l'Organisation des Nations Unies relatifs à l'assistance et au soutien aux victimes d'actes d'exploitation et de violence sexuelles commis par des membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies ou de personnel apparenté (A/60/877, annexe), afin de rendre compte à l'Assemblée, avant la fin de sa soixante et unième session, des résultats des travaux de ce groupe de travail.

2. En application de la même résolution, la Présidente de l'Assemblée générale a annoncé, le 31 juillet 2007, la nomination de M. Jorge Urbina, Représentant permanent du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies, à la présidence du groupe de travail.



II. Questions d'organisation

A. Ouverture et durée de la session

3. Le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'assistance et le soutien aux victimes d'exploitation et de violence sexuelle s'est réuni le 3 août 2007 au Siège de l'Organisation des Nations Unies et a tenu ____ séance(s).
4. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Département de l'appui aux missions ont fourni les services techniques de secrétariat, tandis que le Service des affaires de désarmement et de décolonisation du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences assurait le secrétariat du Groupe de travail.
5. La session a été ouverte par le Président du Groupe de travail, qui a prononcé une allocution liminaire.

B. Ordre du jour

6. À sa 1^{re} séance, le 3 août, le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour provisoire suivant, publié sous la cote A/AC.274/2007/L.1 :
 1. Ouverture de la session.
 2. Adoption de l'ordre du jour.
 3. Organisation des travaux.
 4. Exposé par le Secrétariat.
 5. Échange de vues général.
 6. Rapport présenté à l'Assemblée générale à sa soixante et unième session.
 7. Questions diverses.

C. Documentation

7. Le Groupe de travail était saisi des documents suivants :

Projet de déclaration de principe et projet de stratégie globale de l'Organisation des Nations Unies relatifs à l'assistance et au soutien aux victimes d'actes d'exploitation et de violence sexuelles commis par des membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies ou de personnel apparenté (A/60/877, annexe)

Ordre du jour provisoire (A/AC.274/2007/L.1)

Projet de décision présenté le Président (A/AC.274/2007/L.2)

Projet de rapport (A/AC.274/2007/L.3)

D. Travaux du Groupe de travail

8. À sa 1^{re} séance, le 3 août 2007, le Secrétariat a présenté deux exposés sur les antécédents de la question à l'étude.

9. À la même séance, le Président a présenté, pour adoption par l'Assemblée générale, un projet de décision (A/AC.274/2007/L.2), que le Groupe de travail a approuvé (voir par. 11 ci-après).

III. Rapport présenté à l'Assemblée générale à sa soixante et unième session

10. À sa 1^{re} séance, le 3 août 2007, le Groupe de travail a adopté son projet de rapport (A/AC.274/2007/L.3).

IV. Recommandation du Groupe de travail

11. Le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'assistance et le soutien aux victimes d'exploitation et de violence sexuelle recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

[À compléter]
